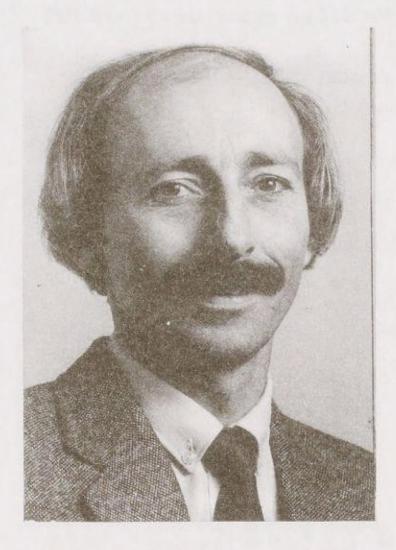
REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE LA MAYENNE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 JUIN 1988

1ère Circonscription



Jacques POIRIER

Conseiller Technique Départemental d'Athlétisme Adjoint au Maire de Laval

CANDIDAT DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE

Présenté par le Parti Communiste Français

SUPPLEANT
Emile SEIGNEUR

Madame, Monsieur,

Le dimanche 5 Juin vous êtes appelés à voter pour élire votre député. Pourquoi ? Le Président de la République l'a expliqué à la télévision : son gouvernement comprend trois ministres membres de l'U.D.F. Il juge que cette « ouverture » vers la droite est insuffisante. Il a donc décidé d'organiser ces élections afin de faire élire une majorité de députés socialistes et de députés de droite, d'accord pour gouverner avec lui.

Le 8 Mai dernier, avec mon parti, j'ai contribué à la réélection de François Mitterrand. Mais franchement, je ne pense pas que la voie qu'il emprunte depuis, soit la bonne. Chercher des alliés à droite, ce ne peut pas être pour faire une politique de gauche. Car on n'a jamais vu la droite soutenir autre chose qu'une politique de droite.

Cette politique, c'est celle qui vous atteint si dûrement aujourd'hui : c'est le chômage, la précarité, les pressions sur votre niveau de vie, les attaques contre la Sécurité Sociale et contre vos droits, les atteintes à la souveraineté de la France.

Tous les rapports officiels le démontrent, tout cela doit être aggravé encore au nom de « l'Europe de 1992 ».

Au nom de cette politique, dans notre département, les emplois sont menacés, de nombreuses entreprises sont dépecées et vendues aux étrangers :

- Salmson à l'allemand WILO :
- Valéo Chausson à l'italien DE BENEDETTI :
- Bellanger à l'américain TENNECO;
- Belleteste à un groupe financier suisse,
- STMP au belge SOLVAY;

Aujourd'hui Alcatel Radio Téléphone s'intègre progressivement à un consortium étranger.

L'agriculture mayennaise est également en danger puisque deux tiers de ses exploitations sont condamnées par la C.E.E.

Ce n'est vraiment pas de cela dont vous avez besoin.

Ce dont vous avez besoin, de plus en plus, c'est d'être défendus. Je suis élu municipal depuis plusieurs années, je connais les injustices et les difficultés que vous rencontrez, l'inquiétude que vous vous faites pour votre avenir et celui de vos enfants ; je ne les accepte pas. C'est pourquoi j'ai été de toutes vos luttes pour soutenir vos revendications.

Quand on voit de quoi demain va être fait, les coups qui vous attendent, savoir quoiqu'il arrive, pouvoir compter sur le Parti Communiste Français, c'est une sérieuse garantie. Ne l'oubliez pas le dimanche 5 Juin.

Ce dont vous avez besoin, c'est de dire à la droite et au grand patronat, que vous n'êtes pas décidés à vous laisser faire. C'est d'indiquer à François Mitterrand la voie que vous souhaitez voir prendre au pays. Toutes les voix qui vont se porter nationalement sur les candidats présentés par le P.C.F. vont s'additionner. Elles vont donner plus de poids à vos revendications. Elles vont permettre d'affirmer l'exigence de l'union des forces de gauche pour une politique nouvelle.

Actuellement, la droite qui vient d'être chassée par la porte est en passe de revenir par la fenêtre. Comme vous, je ne suis pas d'accord!

Peut-être, comme moi, avez-vous voté au premier tour de l'élection présidentielle pour André Lajoinie ? Peut-être avez-vous choisi ce jour-là de voter pour François Mitterrand ou encore pour le candidat des « verts » ou un des candidats d'extrême gauche?

Nous nous sommes retrouvés au second tour pour repousser la droite et l'extrême droite.

Le 5 juin, je vous invite à confirmer cette volonté en m'apportant votre suffrage. Je ne peux pas faire de concession à Monsieur d'Aubert, je veux le battre, lui et la politique qu'il représente. Je dis qu'il ne faut pas « jouer » avec la haine, le racisme, l'intolérance de Le Pen et de l'extrême droite : il faut les combattre résolument.

L'avenir n'est ni du côté des forces de droite, ni dans l'alliance avec elles, mais du côté du rassemblement des forces de gauche pour une politique nouvelle de justice, de liberté, de paix. L'union des communistes, des socialistes, des démocrates, des anti-racistes, des pacifistes, de toutes celles et de tous ceux qui veulent agir pour le bien commun : telle est notre politique.

Pour cette union-là, je vous appelle, Madame, Monsieur, à voter le 5 Juin pour le candidat de rassemblement des forces de gauche que je suis.

VOTEZ Jacques POIRIER

CANDIDAT DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE

présenté par le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



VOILA MES PROPOSITIONS

1 - VIVRE MIEUX

- Etablissement du SMIC à 6.000 F. (25 % des profits suffiraient pour l'accorder)
- Elévation du pouvoir d'achat jusqu'à 9.000 F., révalorisation des retraites et pensions, des revenus paysans.
- 700 F. d'allocations Familiales par enfant dès le premier.

2 - URGENCE CONTRE LA PAUVRETE

3.000 F. mensuels minimum pour les foyers ou personnes seules, sans ressources, dont les jeunes à la recherche d'un premier emploi, financés par un impôt sur les grandes fortunes rapportant 20 milliards de francs.

3 - COMBATTRE LE CHOMAGE

- Il est possible de créer des emplois en produisant français.
- Stopper les mesures de bradage et de vente de nos entreprises.
- Aucun licenciement sans reclassement préalable.
- Transformer les emplois précaires et les TUC en emplois stables.

4 - DEFENDRE ET AMELIORER LA SECURITE SOCIALE

- Faire cotiser les revenus financiers autant que les salaires.
- Accès aux soins garanti à tous.
- Abrogation de toutes les mesures de restrictions de soins.

5 — UN LOGEMENT CORRECT POUR UN LOYER ABORDABLE

- Refus de toute hausse des loyers et des charges.
- Baisse de 10 % des loyers HLM en réduisant l'intérêt des emprunts de 1 %.
- Abrogation de la pratique du surloyer.
- Revalorisation de 15 % de l'APL et de l'allocation logement.

6 - LA FRANCE POUR LE DESARMEMENT

- Révision de la loi de programmation militaire.
- Arrêt des essais nucléaires.

7 - DES MOYENS POUR L'ECOLE **ET LA RECHERCHE**

- Prélèvement immédiat de 40 Milliards sur le budget de surar mement pour l'affecter notamment à l'école et à la recherche.

8 - DEFENDRE TOUTES LES LIBERTES

- Respecter les acquis sociaux, les statuts, les conventions collectives et les améliorer.
- Empêcher tout recul social lié à « l'Europe de 1992 ».
- Garantir les libertés syndicales et le droit de grève.
- Réintégrer les militants syndicaux licenciés et annuler sanctions et poursuites à leur encontre.